

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 02845

Numéro SIREN : 327 733 184

Nom ou dénomination : MICROSOFT FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 19/01/2023 sous le numéro de dépôt 929

MICROSOFT FRANCE

Société par Actions Simplifiée

37-45 Quai du Président Roosevelt

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 Juin 2022

MICROSOFT FRANCE

Société par Actions Simplifiée

37-45 Quai du Président Roosevelt

92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 Juin 2022

Aux Associés de la société MICROSOFT FRANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MICROSOFT FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Deloitte.

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 29 novembre 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

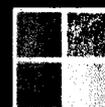
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'V. BLESTEL', written in a cursive style.

Vincent BLESTEL



2022

**COMPTES ANNUELS
MICROSOFT FRANCE SAS
EXERCICE CLOS LE 30/06/2022**



SOMMAIRE

BILAN ACTIF.....	3
BILAN PASSIF.....	4
COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2022.....	5
COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2022 (SUITE).....	6
1. Événements significatifs de l'exercice.....	7
2. Changements de méthode comptable.....	7
3. Principaux principes comptables utilisés.....	8
3.1. Immobilisations corporelles.....	8
3.2. Créances et Dettes.....	8
3.3. Opérations en devise.....	9
3.4. Impôt sur les sociétés.....	9
3.5. Chiffre d'affaires.....	9
3.6. Provisions pour indemnités de départ à la retraite.....	10
3.7. Provisions.....	11
4. Autres informations sur les comptes.....	11
4.1. Disponibilités.....	11
4.2. Contrôle fiscal.....	11
4.3. Dividendes.....	11
4.4. Provision remise en état.....	11
5. Tableau des immobilisations.....	12
5.1. Immobilisations incorporelles.....	12
5.2. Immobilisations corporelles.....	12
5.3. Immobilisations financières.....	13
6. Clients et comptes rattachés.....	13
7. Autres créances.....	13
8. Valeurs mobilières de placement.....	14
9. Charges constatées d'avance.....	14
10. Capital social et variation des capitaux propres.....	14
11. Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	14
12. Dettes fiscales et sociales.....	15
13. Autres dettes.....	15
14. Produits constatés d'avance.....	15
15. Provisions inscrites au bilan.....	16
16. État des échéances des créances et dettes.....	16
16.1. État des échéances des créances.....	17



16.2.	Etat des échéances des dettes	17
17.	Charges à payer/produits à recevoir.....	18
17.1.	Charges à payer.....	18
17.2.	Produits à recevoir	18
18.	Engagements hors bilan.....	18
18.1.	Engagements financiers donnés	18
18.2.	Engagements financiers reçus	18
19.	Chiffre d'affaires	19
20.	Résultat financier	19
21.	Résultat exceptionnel	19
22.	Situation fiscale.....	20
22.1.	Ventilation de l'impôt sur les sociétés.....	20
22.2.	Accroissements et allègements de la dette future d'impôt	20
23.	Société mère consolidante.....	21
24.	Effectif moyen	21
25.	Transactions conclues par la société avec des parties liées	21
26.	Information sur la rémunération des dirigeants.....	21
27.	Événements importants et post clôture	21



BILAN ACTIF

Rubriques	Brut	Amortissement	Net 2022	Net 2021
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances acomptes				
Total immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillage industriels	8 002 891	6 465 116	1 537 775	1 147 829
Autres immobilisations corporelles	59 764 431	45 879 682	13 884 748	12 448 601
Immobilisations en cours	29 312		29 312	2 825 140
Avances et acomptes				
Total immobilisations corporelles	67 796 633	52 344 799	15 451 835	16 421 569
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	266 790		266 790	233 490
Total immobilisations financières	266 790		266 790	233 490
ACTIF IMMOBILISE	68 063 423	52 344 799	15 718 624	16 655 059
Stocks				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Total des stocks				
Créances				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 024		6 024	6 024
Clients et comptes rattachés	935 340 723	15 651 918	919 688 805	954 653 814
Autres Créances	642 444 512		642 444 512	275 933 305
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total des Créances	1 577 791 260	15 651 918	1 562 139 342	1 230 593 143
Disponibilités et divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :				
Disponibilités				
Charges constatées d'avance	1 148 383 819		1 148 383 819	958 403 174
Total disponibilités et divers				
ACTIF CIRCULANT	2 726 175 079	15 651 918	2 710 523 161	2 188 996 317
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	2 086 950		2 086 950	1 805 078
TOTAL GENERAL	2 796 325 452	67 996 717	2 728 328 735	2 207 456 454

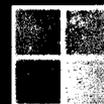


COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2022

Rubriques	France	Export	Net 2022	Net 2021
Vente de marchandises	2 491 162 105		2 491 162 105	1 994 271 319
Production vendue de biens				
Production vendue de services	134 480 553	533 333 576	667 814 130	595 661 352
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 625 642 659	533 333 576	3 158 976 235	2 589 932 671
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			34 199 828	31 450 661
Autres produits			555 471	904 443
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			3 193 731 534	2 622 287 775
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			2 373 265 550	1 897 100 896
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			140 174 636	119 948 808
Total charges externes			2 513 440 185	2 017 049 704
Impôts, taxes et assimilés			18 688 063	15 824 181
Charges de personnel				
Salaires et traitements			256 591 007	238 709 305
Charges sociales			156 437 753	141 567 776
Total charges de personnel			413 028 760	380 277 081
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			3 647 984	3 733 644
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			10 502 726	1 565 599
Dotations aux provisions pour risques et charges			30 645 724	32 086 581
Total dotations d'exploitation			44 796 433	37 385 824
Autres charges d'exploitation			1 364 014	4 337 737
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			2 991 317 456	2 454 874 528
RESULTAT D'EXPLOITATION			202 414 078	167 413 247

COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2022 (SUITE)

Rubriques	Net 2022	Net 2021
RESULTAT D'EXPLOITATION	202 414 078	167 413 247
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	430	2 602
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	430	2 602
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	234 612	679 583
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	234 612	679 583
RESULTAT FINANCIER	(234 181)	(676 981)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	202 179 897	166 736 266
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	44 193	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	44 193	
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 578	1 917
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	51	199 668
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles	17 629	201 585
RESULTAT EXCEPTIONNEL	26 564	(201 585)
Participation des salariés aux résultats	28 824 870	21 792 039
Impôts sur les bénéfices	56 212 305	52 327 683
TOTAL DES PRODUITS	3 193 776 158	2 622 290 377
TOTAL DES CHARGES	3 076 606 872	2 529 875 419
BENEFICE ou PERTE	117 169 285	92 414 958

**NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 30/06/2022**

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels, clos le 30 juin 2022 et arrêtés par le Président. Ils sont organisés comme suit :

1. Événements significatifs de l'exercice**Covid-19**

La survenue d'épidémies régionales ou d'une pandémie mondiale telle que la COVID-19 peut avoir un impact négatif sur nos opérations, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. La pandémie de Covid-19 a eu des impacts généralisés, évoluant rapidement et imprévisibles sur la société, l'économie, les marchés financiers et les pratiques commerciales.

La mesure dans laquelle les pandémies mondiales auront un impact sur nos activités à l'avenir dépendra de facteurs tels que la durée et l'étendue de la pandémie ; les actions des gouvernements, des entreprises et des particuliers en réponse à la pandémie ; et l'impact sur l'activité économique, y compris la possibilité d'une récession ou d'une instabilité des marchés financiers.

La direction a évalué l'impact financier de la COVID-19 sur les opérations, la solvabilité et la liquidité de l'entité et à ce jour, aucun impact significatif qui mettrait en doute la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation n'a été identifié.

Conflit en Ukraine

Le conflit armé en Ukraine présente un risque de perturbation économique générale susceptible d'augmenter nos coûts d'exploitation et d'avoir une incidence défavorable sur nos revenus.

L'impact sur l'entreprise dépend de facteurs que nous ne pouvons pas prévoir de manière fiable, notamment la durée des hostilités, l'étendue des perturbations possibles de la chaîne d'approvisionnement, la détérioration des conditions économiques, y compris l'inflation, et tout effet sur le calendrier et le budget des investissements technologiques des clients.

La direction a évalué l'impact financier sur l'entreprise et aucun impact significatif qui mettrait en doute la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation n'a été identifié.

2. Changements de méthode comptable

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022, la société n'a pas changé de méthode comptable.

3. Principaux principes comptables utilisés

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2019-09 du 18 décembre 2019 relatif au Plan Comptable Général, modifié par tous les règlements ultérieurs de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'exercice 2022 a débuté le 1^{er} juillet 2021 et a été clôturé le 30 juin 2022.

L'exercice précédent avait débuté le 1^{er} juillet 2020 et a été clôturé au 30 juin 2021.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Ces comptes sont présentés en euros sauf mention expresse.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations techniques 3-5-10 ans
- Agencements, installations générales 5-10 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Mobilier de bureau 10 ans
- Matériel informatique 3 ans

3.2. Créances et Dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée selon un modèle statistique prenant en compte les éléments suivants :

- Le risque économique en France, mesuré selon une étude interne au groupe,
- Le risque socio-politique en France, évalué selon la moyenne des notes attribuées par les agences de notation Standard & Poors, Moody's et AON,
- Le pourcentage de créances non échues,
- Le pourcentage de créances échues depuis plus de 180 jours,
- Le pourcentage de créances non recouvrables.



3.3. Opérations en devise

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaieur à la date de l'opération. Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contrevaieur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité.

3.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés est calculé au taux de droit commun de 27,5% et majoré d'une contribution sociale de 3,3% calculée sur la partie d'impôt sur les sociétés excédant 763 K€.

3.5. Chiffre d'affaires

La société MICROSOFT FRANCE SAS a une activité d'agent commercial des sociétés Microsoft Ireland Opération Ltd (MIOL) et Microsoft Corporation, pour ses activités de représentation commerciale, de promotion et de supports techniques, réalisées sur le territoire français.

A ce titre, MICROSOFT FRANCE perçoit des commissions, dont le mode de calcul n'a pas été modifié au cours de l'exercice. Ces commissions sont calculées selon les termes des contrats signés avec Microsoft Ireland Operation Ltd (MIOL) et Microsoft Corporation en France. Cette rémunération correspond à la refacturation de la totalité des coûts, complétés par un pourcentage des ventes réalisées par MIOL et Microsoft Corporation sur le territoire français.

Depuis Février 2017, l'activité principale de MICROSOFT FRANCE a été étendue pour inclure la distribution en direct de logiciels et de matériel informatique sur le territoire français. MICROSOFT FRANCE exerce cette activité dans le cadre d'un modèle de "Distributeur à risque limité", dont les termes sont définis dans un accord de distribution et de services inter-sociétés signé avec MIOL.

Les revenus provenant des programmes de licence de logiciels font l'objet d'un étalement linéaire sur la durée de vie du contrat dès lors que le logiciel est livré. Les produits de maintenance et d'abonnement sont comptabilisés proportionnellement sur la durée des contrats. Les produits tirés des ventes de produits emballés à destination et par l'intermédiaire des distributeurs et des revendeurs sont comptabilisés lors du transfert de propriété des biens aux distributeurs et revendeurs ou directement aux clients finaux.

Le revenu attribuable aux éléments non livrés, y compris les technologies de support technique et de navigateur Internet, est basé sur le prix de vente moyen de ces éléments et est comptabilisé proportionnellement de manière linéaire sur le cycle de vie du produit. Les coûts liés aux obligations non significatives, qui incluent le support téléphonique pour certains produits, sont provisionnés. Des provisions sont comptabilisées pour les retours, les concessions et les créances irrécouvrables lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles surviennent.

MICROSOFT FRANCE exerce également une activité de prestataires de services : assistance technique et de maintenance (Premier); conseil en organisation et système d'information (MCS). La reconnaissance du chiffre d'affaires de l'activité des services est basée sur la méthode à l'avancement.

3.6. Provisions pour indemnités de départ à la retraite

La société constate en provisions pour charges au passif du bilan les indemnités de départ en retraite versées aux salariés présents en CDI à la clôture de l'exercice.

L'engagement de l'employeur au titre de ce régime est calculé selon les règles édictées par la convention collective applicable (Métallurgie) et en tenant compte d'un taux d'augmentation moyen des salaires, d'un taux de turn-over, d'un taux d'actualisation et d'une table de mortalité. Pour l'exercice 2022, le taux de turnover retenu est de 5%, le taux de hausse des salaires est de 3,5% et le taux d'actualisation de 2,55%. La table de mortalité utilisée est celle de l'INSEE 2015-2017. L'engagement inclut les charges sociales au taux de 51% pour les cadres et pour les non-cadres. Il s'élève à 29 977 506 €.

Conformément à la Recommandation R2013-02 de l'ANC et à l'application de la méthode du corridor, la provision pour départ en retraite s'élève à 30 307 903 € pour l'exercice clos au 30 Juin 2022 contre 27 215 803 € pour l'exercice clos au 30 Juin 2021.

La charge s'élève ainsi à 3 359 322 € pour l'exercice clos le 30 juin 2022. Elle était de 3 008 399 € au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021.

Provision à l'ouverture	27 215 803
Coût normal	3 286 906
Charge d'intérêt	407 614
Impact des réductions / liquidations de régime	-687 765
Amortissement des pertes/gains actuariels	352 566
Charge de la période	3 359 322
Reprises (Transferts/Paiements)	-267 222
Reprises de la période	-267 222
Provision à la clôture (Montant reconnu au Bilan)	30 307 903
Écarts actuariels non reconnus	-330 397
Coûts des services passés non reconnus	
Ecarts non reconnus à la clôture	-330 397
Engagement à la clôture	29 977 506



3.7. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- i) La Société a une obligation actuelle légale ou implicite résultant d'un événement passé,
- ii) Il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour liquider l'obligation,
- iii) Une estimation fiable peut être faite du montant de l'obligation.

Si l'effet est significatif, les flux de trésorerie futurs attendus sont actualisés en utilisant un taux courant avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

La charge relative à toute provision est la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire pour liquider l'obligation et elle est présentée dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel l'entreprise prend connaissance de l'obligation.

Aucune provision pour garantie n'a été comptabilisée dans les comptes de MS France en raison du fait que la responsabilité concernant les garanties reste avec MIOL dans le cadre des accords inter-sociétés. Tous les frais de garantie sont directement payés par MIOL, même dans le cas où une provision devrait être comptabilisée sur Microsoft France, dans tous les cas elle serait remboursée via les accords inter-sociétés, sans impact net sur Microsoft France.

4. Autres informations sur les comptes

4.1. Disponibilités

Depuis l'exercice 2013, le groupe Microsoft a déployé un processus de remontée automatique des flux de trésorerie dans le cadre du contrat de cash pooling conclu avec le groupe.

4.2. Contrôle fiscal

La société ne fait actuellement l'objet d'aucun contrôle fiscal. Les exercices clos les 30 juin 2020, 30 juin 2021 et 30 juin 2022 sont ouverts à contrôle.

4.3. Dividendes

L'assemblée générale du 14 décembre 2021 ayant statué sur les comptes 2021 a décidé de procéder à une distribution de dividendes à hauteur de 150 000 000 €.

4.4. Provision remise en état

Une dotation aux provisions de 13 433 € au titre de la remise en état futur du bâtiment MyCampus d'Issy Les Moulineaux ainsi que des bâtiments loués en région a été constatée en charge d'exploitation, portant ainsi la provision totale à 3 288 201 €.

Au cours de l'exercice, le bâtiment loué à Ramonville a été rendu. Ainsi, la provision de remise en état futur correspondante a été reprise pour un montant total de 110 280 €.



5. Tableau des immobilisations

5.1. Immobilisations incorporelles

Il n'y a pas d'immobilisations incorporelles au 30 juin 2022.

5.2. Immobilisations corporelles

5.2.1. Tableau des acquisitions et des cessions de l'exercice

Les mouvements ayant affecté les valeurs brutes s'analysent de la façon suivante :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2021	Acquisitions	Virements poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Au 30/06/2022
Install. Techniques, matériel et outillage industriels	8 478 361	1 193 403		1 668 873	8 002 891
Installations générales, agencements, aménagements	37 206 769	871 879	128 420		37 950 228
Matériel de bureau, informatique, mobilier	18 298 547	4 127 059	589 793	21 610	21 814 202
Immobilisations corporelles en cours	2 825 140		2 795 828		29 312
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	66 808 817	6 192 341	3 514 041	1 690 484	67 796 633

5.2.2. Détail des amortissements

Les mouvements ayant affecté les amortissements se décomposent comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2021	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 30/06/2022
Install techniques, matériel et outillage industriels	7 330 533	803 406	1 668 822	6 465 116
Installations générales, agencements, aménagements	28 560 948	1 624 658	4 817	30 180 789
Matériel de bureau, informatique, mobilier	14 495 767	1 346 882	143 755	15 698 893
TOTAL AMORTISSEMENTS	50 387 248	3 774 946	1 817 395	52 344 799

Les dotations aux amortissements de l'exercice s'élèvent à 3 647 984 €. L'écart de 126 962 € avec la colonne « Dotations » du présent tableau correspond à des reclassements de compte à compte qui impactent également la colonne « Diminutions ».

5.3. Immobilisations financières

Il s'agit essentiellement de dépôts et cautionnements.

Les mouvements ayant affecté les immobilisations financières se décomposent comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Valeur Brute au 30/06/2021	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 30/06/2022
Dépôts et cautionnements	233 490	43 808	10 508	266 790
TOTAL	233 490	43 808	10 508	266 790

6. Clients et comptes rattachés

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

CREANCES	Net 30/06/2021	Net 30/06/2022
Clients	622 458 426	742 609 140
Clients facture à établir	34 170 986	64 727 304
Société mère (1)	303 635 716	128 004 279
Virements reçus non alloués		
Effets remis à l'encaissement	0	0
Total créances	960 265 128	935 340 723
Provision pour dépréciation des créances clients	(5 611 314)	(15 651 918)
TOTAL	954 653 814	919 688 805

(1) Il s'agit de commissions à recevoir de la société MICROSOFT CORPORATION dont le siège social est aux États-Unis, 16011 N.E. 36th WAY, REDMOND, WASHINGTON.

Les comptes de MICROSOFT FRANCE SAS sont consolidés par cette entité.

7. Autres créances

Ce poste se décompose comme suit :

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2021	Au 30/06/2022
Fournisseurs, avoir à recevoir		
Fournisseurs débiteurs		
État, TVA, IS	13 232 195	7 056 710
Organismes sociaux	731 963	
Compte courant Groupe	128 280 663	410 742 923
Créances cédées au Groupe	132 877 752	223 915 252
Indemnités de Sécurité Sociale	612 148	509 644
Personnel - Avances et acomptes	198 585	219 984
Fournisseurs, avoir à recevoir		
TOTAL	275 933 305	642 444 512

8. Valeurs mobilières de placement

Néant.

9. Charges constatées d'avance

<i>Chiffres exprimés en euros</i>	Au 30/06/2021	Au 30/06/2022
Loyer payé d'avance	1 084 166	1 670 614
Prestation Marketing/Évènementiel payé		
Assurance et divers payés d'avance	451 357	693 582
Charges constatées d'avance sous-traitance MCS		
Charges constatées d'avance - groupe	956 867 651	1 146 019 623
TOTAL	958 403 174	1 148 383 819

10. Capital social et variation des capitaux propres

Le capital est composé de 265 000 actions de 16 euros chacune. Durant l'exercice il n'a été procédé à aucune augmentation ou réduction de capital.

Rubriques	Solde d'ouverture	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Solde de clôture
Capital social	4 240 000			4 240 000
Primes d'émission	478			478
Réserve légale	424 000			424 000
Report à nouveau	196 016 544	-57 585 042		138 431 502
Résultat de l'exercice	92 414 958	-92 414 958	117 169 285	117 169 285
TOTAL	293 095 980	0	117 169 285	260 265 265
Dividendes		150 000 000		150 000 000

11. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Rubriques	Exercice 30/06/2021	Exercice 30/06/2022
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs ordinaires	5 614 870	4 756 284
Factures non parvenues	45 621 290	65 785 097
Fournisseurs groupe	451 902 790	593 193 525
TOTAL	503 138 951	663 734 906

12. Dettes fiscales et sociales

Il s'agit essentiellement de :

Rubriques	Exercice 30/06/2021	Exercice 30/06/2022
Personnel et comptes rattachés	92 951 452	108 100 855
Organismes sociaux	59 071 688	68 139 099
Impôts sur les bénéfices		
TVA	110 468 259	136 532 847
Autres impôts et taxes	5 110 818	6 870 165
Dividendes à payer		150 000 000
TOTAL	267 602 217	469 642 966

13. Autres dettes

Ce poste s'analyse comme suit :

Rubriques	Exercice 30/06/2021	Exercice 30/06/2022
Autres dettes	660 615	736 565
Rabais, remises, ristournes à accorder	9 910 733	14 562 514
TOTAL	10 571 348	15 299 079

14. Produits constatés d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 30/06/2021	Au 30/06/2022
Services	53 369 245	53 356 319
Franchise de loyer	4 940 874	3 446 951
Volume Licensing /Online	984 307 368	1 176 767 385
Volume MBS/ Online	10 791 763	9 312 259
Marchandises en transit	1 305 904	2 105 879
TOTAL	1 054 715 154	1 244 988 792

15. Provisions inscrites au bilan

Ce poste se décompose comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Au		Au		Detail des reprises	
	30/06/2021	Dotations	Reprises	30/06/2022	Reprises avec objet	Reprises sans objet
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES						
Provisions pour litiges en cours	4 586 003	1 337 033	1 957 527	3 965 509	980 965	976 562
Provision pour perte de change	1 805 078	2 086 950	1 805 078	2 086 950		1 805 078
Provision pour indemnités de départ à la retraite	27 215 803	3 359 322	267 222	30 307 903	267 222	
Provision pour remise en état des locaux	3 385 048	13 433	110 280	3 288 201		110 280
Provision pour retours marchandises	14 255 989	15 056 789	14 255 989	15 056 789		14 255 989
Provision pour charges sociales	17 896 459	8 702 284	11 093 260	15 505 483	11 093 260	
Sous-total	69 144 381	30 555 811	29 489 356	70 210 836	12 341 447	17 147 909
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION						
Clients	5 611 314	10 536 379	495 775	15 651 918		495 775
TOTAL	74 755 695	41 092 190	29 985 131	85 862 754	12 341 447	17 643 684

Dont dotations et reprises :

Rubriques	Dotations	Reprises
D'exploitation	41 148 450	29 985 131

L'écart de 56 260 € sur les dotations de provisions s'explique par l'effet de change sur les provisions libellées en dollar.

16. État des échéances des créances et dettes

Cet état constitue la synthèse des échéances des créances et des dettes figurant dans les états financiers au 30 juin 2022.

16.1. État des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :			
Prêts			
Autres immobilisations financières	266 790		266 790
ACTIF CIRCULANT :			
Autres créances clients	935 340 723	935 340 723	
Clients douteux ou litigieux			
Personnel et comptes rattachés	219 984	219 984	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
État : impôts sur les bénéfices	3 787 695	3 787 695	
État : taxe sur la valeur ajoutée	3 269 015	3 269 015	
État : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Groupe et associés	410 742 923	410 742 923	
Débiteurs divers	224 424 896	224 424 896	
Charges constatées d'avance	1 148 383 819	1 080 375 257	68 008 562
TOTAL	2 726 435 844	2 658 160 493	68 275 352

16.2. Etat des échéances des dettes

Chiffres exprimés en euros	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés (cf note 11)	663 734 906	663 734 906		
Personnel et comptes rattachés	108 100 855	108 100 855		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	68 139 099	68 139 099		
État : taxe sur la valeur ajoutée	136 532 847	136 532 847		
État : autres impôts, taxes et assimilés	6 870 165	6 870 165		
Autres dettes	15 299 079	15 299 079		
Groupe et Associés	150 000 000	150 000 000		
Produits constatés d'avance	1 244 988 792	1 169 469 613	75 519 179	
TOTAL	2 393 665 744	2 318 146 565	75 519 179	

17. Charges à payer/produits à recevoir

17.1. Charges à payer

Ce tableau permet de présenter le montant des charges à payer incluses dans les postes Dettes fiscales et sociales et Dettes fournisseurs et comptes rattachés des états financiers :

Rubriques	Charges à payer
Fournisseurs - Factures non parvenues	65 785 096
Personnel - Provision pour congés payés	21 954 598
Participation des salariés aux résultats	28 825 694
Personnel - Provision pour bonus	55 878 482
Organismes sociaux - Autres charges à payer	1 640 965
Organismes sociaux - Charges sociales sur provision pour congés payés	11 196 845
Organismes sociaux - Charges sociales sur provision pour bonus	26 048 857
Etat charges à payer - Taxe d'apprentissage	28 729
Etat charges à payer - Formation continue	5 237
Etat charges à payer - Taxe handicapée	160 940
Etat charges à payer - Effort construction	1 776 633
Etat charges à payer - C3S	2 973 181
Forfait social sur participation	5 764 974
Etat - charges à payer - divers	2 913 048
Client - Rabais, remises, ristournes à accorder	14 562 514
TOTAL	239 515 794

17.2. Produits à recevoir

Ce tableau permet de présenter le montant des produits à recevoir inclus dans les postes Clients et comptes rattachés des états financiers :

Rubriques	Produits à recevoir
Clients - Factures à émettre MCS	64 727 303
Etat - Taxe d'apprentissage	
Etat - Formation professionnelle continue	
TOTAL	64 727 303

18. Engagements hors bilan

18.1. Engagements financiers donnés

Néant.

18.2. Engagements financiers reçus

Néant.



19. Chiffre d'affaires

Il se répartit géographiquement de la façon suivante :

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2021	Exercice 2022
Chiffre d'affaires net France	2 129 567 380	2 625 642 659
Chiffre d'affaires net Export (a)	460 365 291	533 333 576
TOTAL	2 589 932 671	3 158 976 235
(a) Dont entreprises liées	460 365 291	533 333 576

20. Résultat financier

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS	2 602	430
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés (a)	2 602	430
Différences positives de change		
CHARGES FINANCIERES	679 583	234 612
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilés (a)	679 583	234 612
Différences négatives de change		
RESULTAT FINANCIER	(676 981)	(234 181)
(a) Dont entreprises liées		

21. Résultat exceptionnel

La société comptabilise en résultat exceptionnel les charges et les produits relatifs aux opérations n'entrant pas dans le champ des activités courantes de l'entreprise ou n'entrant pas dans son objet social. Par opposition, les charges et produits entrant dans le champ des activités courantes ou dans son objet social sont inscrits dans le résultat courant de l'entreprise, quels que soient leurs montants.

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		44 193
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		44 193
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	201 585	17 629
Pénalités	1 917	5 310
Charges exceptionnelles diverses		12 269
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	199 668	51
Dotations aux provisions sur charges sociales sur actions gratuites		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(201 585)	26 564

22. Situation fiscale

22.1. Ventilation de l'impôt sur les sociétés

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel s'analyse comme suit :

Rubriques	Bénéfice comptable avant l'impôt	Réintégrations et déductions	Résultat fiscal	Taux d'impôt moyen	Montant de l'impôt	Résultat net après impôt
Résultat Courant	202 179 897	(18 662 508)	220 842 405	28,39%	62 707 875	139 472 022
Résultat Exceptionnel	26 564	(5 310)	31 874	28,39%	9 050	17 514
Participation N	(28 824 870)	28 824 870		28,39%		(28 824 870)
Participation N-1		(21 792 039)	(21 792 039)	28,39%	(6 187 817)	6 187 817
Réduction Mécénat					(141 282)	141 282
Réduction Famille					(175 521)	175 521
TOTAL	173 381 591	(25 700 650)	199 082 240		56 212 305	117 169 285

Le résultat comptable avant impôt et hors évaluations dérogatoires se présente de la façon suivante :

Résultat de l'exercice	117 169 285
Impôt sur les bénéfices	56 212 305
Participation des salariés (hors forfait social)	28 824 870
RESULTAT AVANT IMPOT ET PARTICIPATION	202 206 460
Variation des provisions réglementées : - amortissements dérogatoires	
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (AVANT IMPOT)	202 206 460

22.2. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Accroissements et allègements	Montant	Impôt (25%)
Allègements :		
Provision pour clients douteux	13 907 048	3 476 762
Provision de taxe sur les véhicules de société	304 525	76 131
C3S	2 973 181	743 295
Provision indemnités retraite	30 307 903	7 576 976
Provision remise en état des locaux	3 288 201	822 050
Participation des salariés	28 824 870	7 206 218
Provision pour retour de marchandises	15 056 789	3 764 197
Écart de conversion Passif	2 849 450	712 363
Marchandises en transit	92 659	23 165
TOTAL	97 604 626	24 401 157

Les économies futures d'impôt ont été calculées sur la base d'un taux d'impôt de 25% (taux d'impôt prévu pour l'exercice 2022/2023).



23. Société mère consolidante

Les comptes de MICROSOFT FRANCE SAS sont consolidés par intégration globale dans ceux de la société tête de groupe, MICROSOFT CORPORATION dont le siège social est aux États-Unis, 16011 N.E. 36th WAY, REDMOND, WASHINGTON.

24. Effectif moyen

L'effectif moyen sur l'exercice est de 1 956 personnes et est réparti de la façon suivante :

Effectif moyen	Exercice 2021	Exercice 2022
Cadres	1 721	1 863
Agents de maîtrise, techniciens et employés	71	93
TOTAL	1 792	1 956

25. Transactions conclues par la société avec des parties liées

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2022, la Société n'a pas conclu d'opérations avec des parties liées en dehors des conditions normales du marché.

Les transactions avec les parties liées concernent principalement les opérations courantes au sein du groupe telles que ; les dividendes versés à l'actionnaire majoritaire, les frais et commissions de rétro-facturation, les placements de trésorerie et les produits et charges connexes. Elles sont établies dans le cadre d'accords contractuels spécifiques.

26. Information sur la rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car cela conduirait à donner une rémunération individuelle.

27. Événements importants et post clôture

Néant.

MICROSOFT FRANCE
Société par actions simplifiée au capital de 4.240.000 Euros
Siège social : 37/45, Quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux
327 733 184 RCS Nanterre
(la « Société »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 15 DÉCEMBRE 2022

.../...

DEUXIÈME RESOLUTION

Affectation des résultats de l'exercice clos le 30 juin 2022

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 117.169.285 euros de la manière suivante :

ORIGINE

•	Bénéfice de l'exercice	117.169.285 euros
•	Report à Nouveau Antérieur	138.431.502 euros
•	Soit un bénéfice à affecter	255.600.787 euros

AFFECTATION

•	Distribution de dividendes	50.000.000 euros
•	Solde du report à nouveau, soit.....	205.600.787 euros

Après affectation du bénéfice, le solde du poste Prime d'émission, de fusion et d'apport reste fixé à 478 euros. Le compte de report à nouveau serait porté à 205.600.787 euros.

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est donc de 188,67 euros.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 15 décembre 2022.

Conformément au 2° de l'article 158, 3 du Code général des impôts, ce dividende n'est pas éligible à l'abattement de 40%, les associés étant des personnes morales étrangères.

L'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, éligibles ou non à l'abattement, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement par action
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2018/2019	Néant	Néant	Néant
2019/2020	Néant	Néant	Néant
2020/2021	Néant	Néant	Par action : 566,03 Euros Au total : 150.000.000 Euros

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.../...



Certifié conforme
Mme Corine DE BILBAO
Présidente

23-0150

SNCM MEGADES
Mandataire en Formalités
auprès des Tribunaux de Commerce
Chambres de Commerce et Métiers
SARL au capital de 7.774,90 €
1 Avenue de la Résistance
93341 Le Raincy cedex
Tél : 01 43 00 52 52 - Fax : 01 43 00 61 04
Site : 420 459 463 06022 NAF : 7022Z

REÇU
19 JAN. 2023
GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE
19 JAN. 2023
DEPOT N°

MICROSOFT FRANCE

Bilan 2022

